



dossier

© Cary Hampton

Texte en ligne

www.arcatsante.org

## LES CHINOIS D'ILE-DE-FRANCE ET L'INFECTION À VIH

# Une perspective sociologique

■ En Chine, l'épidémie du sida se répand de façon dramatique. Il devenait urgent de s'interroger sur les pratiques des Chinois d'Ile-de-France. A la demande d'Arcat, deux sociologues ont donc travaillé sur ce sujet, en se limitant aux vagues migratoires chinoises les plus récentes. Ils sont partis de l'hypothèse que les Chinois d'Ile-de-France cumulent des vulnérabilités liées d'une part au contexte politique et social chinois et d'autre part à un parcours migratoire fragilisant. Ces différentes facettes ont ensuite été analysées. Le rapport (1), qui se termine par des propositions concrètes, a pour vocation d'aider les acteurs du soin et de la prévention à mieux s'adresser à ces populations. Synthèse.

**E**n 2001, l'Onusida qualifiait déjà la situation de la Chine de « *dramatique* ». Le pays aurait pu être le lieu d'une sensibilisation profonde au fléau. Il n'en est rien. L'expansion de l'épidémie a tout d'abord été longtemps ignorée au niveau officiel. De plus, et bien qu'il consacre de plus en plus de moyens à la lutte contre le sida depuis 1998, le gouvernement chinois cherche à occulter les causes sociales de la généralisation de l'infection. Il y parvient en associant le sida avant tout à la toxicomanie et à la prostitution (2), et en minimisant la portée des contaminations liées au trafic de sang (cf. encadré p. 14). Cela lui évite de s'expliquer à propos de « *l'extrême pauvreté des campagnes chinoises et l'appât du gain d'autorités locales corrompues* » (3). De la même manière, les autorités locales, soucieuses de faire bonne figure auprès du gouvernement central, ont tendance à nier le sida qui les atteint.

Cette volonté d'occulter les vraies difficultés se traduit également au niveau des lois. Si certaines lois prônent, depuis 1998, des actions responsables et non discriminatoires en matière de lutte contre le sida, d'autres définissent pourtant un traitement répressif

à l'encontre des usagers de drogue et des prostituées (désintoxication obligatoire, envoi en centres de rééducation), sans pour autant leur proposer de véritable sensibilisation à la prévention. La discrimination se poursuit encore au niveau local, où l'on impose parfois des tests de dépistage aux personnels de certains métiers. Les résultats ne sont pas confidentiels. Etre séropositif peut alors engendrer l'interdiction de se marier, de poursuivre son travail, de faire ses études, d'aller à la piscine, etc.

Cette mise en accusation est renforcée par le discours de prévention moralisateur du gouvernement chinois. Le sida est accusé de venir de l'Occident et de sa supposée décadence. La population est dès lors enjoindue à la fidélité et à la croyance en « *la pureté des mœurs chinoises* », ce qui dispense le gouvernement de développer une véritable communication sur la sexualité, la reproduction et l'usage du préservatif (4). Il en résulte pour les Chinois le sentiment d'être à l'abri de l'infection et une très faible connaissance des risques, des modes de transmission et des moyens de prévention.



Le rapport « Les Chinois d'Ile-de-France et l'infection à VIH » est consultable en ligne sur le site Internet de l'association Arcat à l'adresse suivante : [www.arcatsante.org](http://www.arcatsante.org)

(1) « Les Chinois d'Ile-de-France et l'infection à VIH », étude réalisée par Arcat avec Chloé Cattelain et Sébastien Nguen.

(2) L'homosexualité n'est plus juridiquement illégale depuis 2001. La pression sociale reste cependant très vive.

(3) « Les Chinois d'Ile-de-France et l'infection à VIH. Savoirs, vulnérabilités, risques et soins. »





dossier



Pour finir, rien n'aide les personnes qui en auraient besoin à se faire dépister et soigner. Le dépistage n'est, en effet, ni anonyme ni gratuit en Chine, avec tous les risques de dénonciation et de pénalisation que cela comporte. Il ne se conçoit donc pas en dehors d'un rapport de force. En outre, des soins de qualité ne sont véritablement accessibles qu'aux fonctionnaires et aux personnes aisées. Même dans ce contexte, on n'échappe pas aux jugements de valeur du personnel soignant.

(4) Le rapport note toutefois des évolutions depuis 2001 : première conférence internationale sur le sida et les MST à Pékin; soirées spéciales sida à la télévision, sous l'égide de vedettes chinoises. « Cependant, la même année, un spot télévisé mettant en scène un préservatif a été censuré », *idem*.

### La santé : un problème secondaire

En France, deux sortes de migrants d'origine chinoise doivent être distinguées. D'une part, les Chinois du sud de la province du Zhejiang, dont l'immigration, de type familial, s'est intensifiée dans les années 90. Ce sont généralement de jeunes couples, peu éduqués, dont l'enfant reste en Chine. On trouve d'autre part les migrants issus du Nord et des mégapoles, plus instruits et plus âgés. Ce sont d'anciens techniciens, cadres, employés ou ouvriers d'Etat, qui ont subi de plein fouet la restructuration des entreprises étatiques lors du passage de la Chine à l'économie

socialiste de marché. Ils ont donc vécu le chômage, parfois le divorce. Ils migrent dans l'espoir de reconstruire leur vie et de pouvoir payer les études, très chères, de leur enfant unique.

Dès qu'ils projettent de partir, ces migrants sont livrés au bon vouloir d'intermédiaires plus ou moins bien intentionnés. Les Chinois du Zhejiang font appel à des passeurs clandestins, tandis que les Chinois du Nord s'adressent à des sociétés intermédiaires qui leur procurent des visas Schengen. Un certain nombre de cas de violences morales et physiques, y compris des viols, sont à mettre au compte des passeurs. Par ailleurs, la venue en France coûte très cher (de 16 800 € à 24 400 € pour les migrants du Sud, de 4 600 € à 12 200 € pour ceux du Nord). Elle est financée par des emprunts faits aux proches et impose donc aux migrants une très lourde dette pécuniaire et morale, qu'ils supportent durant deux à huit ans en moyenne. Elle peut se traduire, chez les migrants du Zhejiang, par des services à rendre. Elle requiert également d'adopter des comportements conformes à ceux qu'attend la communauté chinoise, sous peine de se voir fermer les circuits de prêt d'argent. « Ces liens, à la fois financiers et moraux fonctionnent sur le principe du "don contre don" et structurent également le fonctionnement communautaire en France, fort éloigné du mythe de la "solidarité" », analysent les auteurs du rapport. Les Chinois du Nord ressentent eux aussi une pression importante, puisqu'ils doivent rembourser leurs dettes à leurs proches restés en Chine, qui vivent dans de mauvaises conditions économiques.

Une fois arrivés, la plupart des migrants sont déboutés de leur demande d'asile. Ils tombent ainsi rapidement dans l'illégalité, génératrice d'angoisse. Sans titre de séjour, les Chinois du Zhejiang ont du mal à trouver du travail et doivent se plier aux conditions très pénibles imposées par les patrons venus de leur province. Les Chinois du Nord ne sont pas plus épargnés : les femmes, souvent nourrices ou « bonnes à tout faire » chez leurs concitoyens du Zhejiang, subissent des vexations, parfois du harcèlement sexuel, et ce sans assurance d'être payées. Un certain nombre d'entre elles sort de ces réseaux pour se prostituer. Le phénomène, visible sur les boulevards parisiens, est en croissance continue depuis l'année 2000. Enfin, l'accès au logement étant rendu difficile par l'absence de papiers et les faibles salaires, les migrants sont soumis à la promiscuité, l'insalubrité, la violence. Ces différentes facettes les maintiennent en situation de



© Gary Hampton

Le stand d'Arcat lors du Forum du bien-être organisé le 30 novembre dernier à La Pagode.

## Le trafic de sang en Chine

Le trafic de sang se poursuit malgré l'interdiction qui sévit depuis 1998. Il a débuté dans la province du Henan, où des paysans et ouvriers chinois étaient invités à vendre leur sang pour gagner de quoi survivre. Les industriels qui le leur achetaient en extrayaient le plasma, le mélangeaient à d'autres prélèvements de même rhésus et le réinjectaient aux malheureux donneurs. Depuis, plusieurs autres provinces ont fait l'objet de pratiques similaires. Plusieurs millions de personnes ont, de la sorte, été infectées par le VIH.



© Gary Hampton/www.garyhampton.com

dépendance et d'instabilité. Occupés par des soucis trop nombreux, les primo arrivants chinois n'ont pas le temps de s'inquiéter de leur santé.

Dans leur ignorance de la langue française, ils sont par ailleurs obligés d'avoir recours à des intermédiaires pour connaître leurs droits sociaux et pour s'adresser aux administrations. Une kyrielle de prestataires, souvent mal intentionnés, a vu le jour. Il s'agit de personnes, parlant un français approximatif, aux connaissances erronées et n'informant jamais suffisamment le migrant, de manière à le maintenir sous leur coupe. Ce sont de faux traducteurs, de faux avocats, etc. « *La désinformation et l'opacité sont leur gagne-pain* », commente le rapport. Il existe certes quelques médiateurs de qualité, mais en nombre insuffisant.

## Les nombreuses résistances à la prévention sida et aux soins

Les migrants chinois réunissent donc des conditions qui les fragilisent face au sida, et ce d'autant plus qu'ils ont l'impression que celui-ci ne les concerne pas. La propagande chinoise a efficacement façonné les esprits... Même les prostituées, qui utilisent généralement le préservatif, considèrent qu'elles se protègent ainsi « des étrangers », et non d'une maladie susceptible de les toucher. Dès lors, leur connaissance du VIH/sida et des modes de prévention reste assez vague. Fait remarquable : ces femmes ne se considèrent pas comme des prostituées et ne se qualifient pas comme telles. Le même problème de qualification se pose d'ailleurs chez les homosexuels, pour lesquels il est impensable de concevoir d'être identifiés comme tels par leur communauté. Ils vivent donc une double vie et considèrent que les actions de prévention ne s'adressent pas à eux, mais « aux autres ». Leur connaissance de l'infection à VIH reste limitée (5).

Outre cette faible perception des risques, les Chinois ne sont pas prompts à se tourner vers la médecine française. Non pas parce qu'ils opposeraient une médecine douce, traditionnelle, à une médecine clinique, à l'occidentale : les deux s'utilisent de façon complémentaire en Chine. Cependant, on constate que la plupart des migrants ont recours, en France, à des médecins traditionnels issus de leur province dont les compétences se révèlent inégales. Il faut ajouter à cela le rôle nocif de certaines pharmacies chinoises installées à Paris, qui délivrent des produits périmés.

Pourquoi cette désertion du système français pour

## Propositions

**S'adresser efficacement aux migrants nécessite de tenir compte de leur bagage culturel et de leurs préjugés. En plus des actions existantes (cf. article p. 16 à 19), cela implique de :**

- énoncer clairement, dans les supports de communication, ce qui n'a rien d'évident pour les primo arrivants, à savoir : que les Chinois peuvent attraper le sida entre eux, que les dépistages sont anonymes et gratuits en France, qu'ils ont droit à une couverture maladie à 100 % même sans papiers ;
- tenir compte du fait que certaines populations (homosexuels, prostituées) ne s'identifient pas comme telles ;
- concevoir des documentations en caractères simplifiés, pour s'adapter au niveau de culture des nouveaux arrivants ;
- utiliser des dessins et un vocabulaire pas trop directs, de façon à ne pas mettre les lecteurs mal à l'aise.

Les auteurs du rapport sur les Chinois en Ile-de-France suggèrent aussi que se créent des groupes d'échanges d'expériences entre les soignants, les acteurs de la prévention et des personnes connaissant bien les Chinois, en vue de concevoir des actions et des outils efficaces. Ils proposent de s'appuyer sur les associations franco-chinoises et sur les médecins sinophones en les formant. Les prostituées qui ont été cadres dans des organisations communistes pourraient également servir de relais dans la prévention. Enfin, le rapport imagine d'inclure l'information sur la prévention sida dans un guide plus général, qui tiendrait compte de l'ensemble des préoccupations des primo arrivants chinois.

des pratiques souvent approximatives ? Cela tient d'abord à la difficulté des primo arrivants à accéder à leurs droits sociaux. Il arrive également que des migrants, dont le niveau culturel est faible, affichent des réticences face aux techniques médicales occidentales. Mais soignants et migrants évoquent plus généralement des problèmes de communication. Ils sont liés à l'absence de maîtrise de la langue française, mais aussi au fait que les personnes originaires de Chine perçoivent les lieux de soins comme des organes du pouvoir institutionnel français. Hôpitaux, CDAG (centre de dépistage anonyme et gratuit) et autres structures suscitent en eux l'angoisse d'être jugés, arrêtés et expulsés s'ils parlent trop ou si leurs résultats médicaux ne sont pas positifs. Dans ce contexte, chaque personnel soignant est identifié à un fonctionnaire, vis-à-vis duquel la méfiance est de rigueur. Cela explique aussi qu'un acte aussi délicat que le dépistage ne fasse presque jamais l'objet d'une consultation spontanée. Seule une relation de confiance, engendrée par un suivi régulier du patient permet au soignant de proposer un test.

La perception du statut du soignant par le patient chinois génère d'autres incompréhensions. Selon la taille du bureau où on le reçoit, la présence ou non d'un médecin en blouse blanche, le migrant chinois positionne le soignant à un niveau hiérarchique,

(5) Le rapport divulgue peu d'informations concernant une autre population à risques : les toxicomanes. La pratique d'échange des seringues, très répandue en Chine, n'est pas apparue au cours de l'enquête.





→ → → qui définit sa crédibilité. Si la personne est jugée importante, poser une question ou dire qu'on n'a pas compris relève de l'injure, du manque de respect. Un phénomène nommé le « syndrome du oui-oui » par les auteurs du rapport, cette façon de toujours dire oui, quoi qu'il arrive, pour ne pas vexer.

Ces réticences ont leur traduction chiffrée. Les Chinois ne recourent que très ponctuellement à la médecine de ville. Quant à l'hôpital, il n'est fréquenté qu'en cas d'absolue nécessité, par exemple, si la maladie empêche le migrant de travailler. Et ce phénomène est amplifié concernant le sida. Les auteurs du rapport, qui ont interrogé 19 centres hospitaliers, n'ont recensé que six personnes de nationalité chinoise suivies pour infection à VIH. Ils considèrent

que ce chiffre n'est pas un bon indicateur du nombre de séropositifs ou malades du sida, mais est bien plus « le reflet de la rareté des dépistages et de la difficulté des Chinois primo arrivants à accéder aux soins ». Et de signaler le témoignage de ces médecins qui n'ont pas réussi à convaincre des Chinois présentant les signes cliniques d'un sida déclaré de se faire dépister et soigner. La pression économique et morale est si forte sur ces personnes qu'elles préfèrent subir la maladie que de l'avouer à leur communauté. Comme le résume un médecin chinois, à propos du dépistage et des soins : « Pourquoi faire ? Qu'est-ce que cela changera ? La vie est déjà difficile. » ■

Laetitia Darmon

## Le long cheminement de la prévention du sida

**Les associations de lutte contre le sida qui prennent en charge les populations chinoises sont encore peu nombreuses en Ile-de-France. Si leurs actions de prévention se développent, elles doivent encore faire face aux multiples réticences de ce public.**

« En 1999, lorsque j'ai commencé à distribuer de la documentation sur le sida dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, on me regardait de travers : le mot sida était tabou. Aujourd'hui, les gens accueillent gentiment les prospectus et les calendriers publiés par Arcat. » Jeune chinoise éduquée en France, Virginie Prinh témoigne de la progressive familiarisation de la communauté chinoise d'Ile-de-France avec les outils de prévention. Elle-même fait partie de La Pagode, association chinoise bouddhiste qui compte parmi les plus volontaires en matière de prévention du sida. Parce qu'elle a trait à la sexualité et qu'elle a traditionnellement été associée à des comportements jugés déviants par le gouvernement chinois, cette maladie suscite le désintérêt et la gêne. Pour casser les préjugés et les idées

fausses qui entourent ce fléau, La Pagode a proposé à de nombreuses reprises à ses membres de suivre dans leur langue les conférences que propose Arcat sur le sida et les pathologies associées. Les réticences n'ont pas disparu, les mêmes rires gênés résonnent lorsque l'on montre un préservatif aux participants des réunions d'information. En revanche, un nombre croissant de jeunes de la communauté aide spontanément à placarder des affiches ou à distribuer de la documentation et participe aux actions du 1<sup>er</sup> décembre. Cinq d'entre eux se sont d'ailleurs portés volontaires pour assurer une permanence sur les questions liées au sida au sein de l'association. « Plus les gens verront que nous nous mobilisons et que nous parlons sans crainte du sida, moins ils auront de difficulté à venir à nos réunions », analyse Virginie Prinh.

### Lentement mais sûrement

Il existe peu d'actions spécifiques de prévention sida en direction des populations chinoises en dehors du programme d'Arcat. L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) produit, depuis plusieurs années, une brochure intitulée « Le sida et nous », traduite en Chinois. Le public chinois n'étant pas considéré comme prioritaire par le ministère de la Santé, il ne s'est toutefois pas engagé dans une initiative plus ample. Le kiosque Info Sida propose,



A l'occasion du 1<sup>er</sup> décembre, Arcat distribuait des calendriers « Mieux s'informer pour mieux lutter » en mandarin.

quant à lui, deux à trois formations par an à des groupes chinois, sous la houlette d'un traducteur. Quelques actions sont conduites auprès de publics plus précis. Ainsi, les demandeurs d'asile chinois, qui viennent au Comité médical de prévention pour les exilés (Comede), sont accueillis dans leur langue par un interprète d'Info service Migrants. Un bilan de santé leur est proposé, et parmi les examens, un dépistage du VIH. « Jusqu'à présent, les tests ont toujours été négatifs et nous en avons profité pour faire un peu de prévention », précise Arnaud Veisse, directeur de cette ONG. Autre exemple : l'association Fant'Asia, qui se présente comme une association « à sensibilité homosexuelle », met les fascicules de l'Inpes à la disposition des participants de sa permanence hebdomadaire et essaie d'entrer en relation avec les personnes intéressées par la documentation en question. Pour Thomas Lamandé, qui s'occupe de la prévention du sida dans l'association, ce moment de dialogue dans un endroit discret est nécessaire : « Les documents de l'Inpes ont le mérite d'exister, mais ils s'adressent davantage à des Occidentaux qu'à des Chinois. Ils ne correspondent pas à la vision que les Chinois ont de leur corps. Nous prenons donc le temps de leur expliquer ce que signifie une infection, un mode de transmission. »

L'action conduite par Arcat a débuté en 1998. Te-Wei Lin, une infirmière taïwanaise, également formée à la santé publique, constate alors un vide associatif en matière de prévention sida. Une cellule se met donc en place. Des documentations sur le sida, les hépatites, mais aussi les diverses facettes du système de soins français (CMU, AME, carte vitale, etc.) sont progressivement publiées en version bilingue chinois/français. « Les Chinois forment une communauté très fermée, dont la plupart des membres ne parle pas le français, explique Te-Wei Lin, d'où la nécessité de les aborder dans leur langue, contrairement aux Vietnamiens, aux Laotiens et aux Cambodgiens, qui sont beaucoup plus nombreux à pratiquer le français. » La jeune taïwanaise, qui maîtrise plusieurs dialectes chinois, propose également une permanence téléphonique et via l'Internet, ainsi que des séances d'information et de prévention. Elle est désormais en contact avec 25 associations chinoises situées à Paris et en proche banlieue.

Te-Wei Lin évoque la lenteur du processus de prise de contact : « Il nous a fallu une année entière, au début de cette aventure, pour réunir un seul groupe. » A l'image de la société chinoise, les organisations de ce pays sont très hiérarchisées. Il est donc indispensable de contacter leur leader avant son adjoint, faute de





→ → → quoi ce dernier n'ouvre pas la bouche. De même, il est inutile de téléphoner si l'on n'a pas d'abord envoyé une lettre. Le plus difficile est ensuite de convaincre les responsables d'ouvrir leurs portes à des séances d'information. Selon Te Wei Lin, « *c'est seulement si les chefs sont persuadés du bien-fondé de notre démarche qu'ils pourront inciter les membres de leur association à assister à nos réunions. La hiérarchie sert alors de levier, puisque les personnes se sentent obligées de venir, par respect pour le supérieur* ». Une fois que la première porte est ouverte, il devient possible de faire passer de nombreux messages. Gagner la confiance des responsables suppose cependant de ne pas les brusquer. « *Nous leur disons que nous nous adressons à eux, non pas parce qu'ils présentent plus de risques que d'autres populations, mais afin qu'ils aient, malgré leur isolement, le même accès que les autres à l'information* », précise

*pas rentrer, parce qu'elles ont peur du regard des autres. Elles craignent qu'on les soupçonne d'avoir des mœurs libertines, si elles acceptent d'entendre parler du sida* », raconte Virginie Prinh, de La Pagode. Chez d'autres, la résistance est plus intériorisée : elles assistent à la réunion, restent polies et feignent d'écouter, alors qu'elles ont la tête ailleurs.

### Une demande d'informations en hausse

Cet ensemble de réticences explique la difficulté de nouer un contact solide avec les associations chinoises et leurs membres. Te Wei Lin note toutefois d'importants progrès depuis le début de l'année 2002, date à laquelle le gouvernement chinois a commencé à parler du virus du sida : confronté à la révélation du scandale du sang contaminé dans les campagnes chinoises (cf. encadré p. 14) et à une propagation dramatique de l'épidémie, il ne lui était plus possible de continuer à dissimuler la réalité. Quelques informations ont alors été diffusées à ce sujet dans les journaux chinois et donc lus par les Chinois vivant en France. « *A partir de ce moment-là, j'ai commencé à recevoir plus d'appels* ». Les associations se sont montrées davantage demandeuses et réceptives. Les relations sont devenues de plus en plus confiantes. « *Des associations se sont même tournées vers nous lors de l'épidémie du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère), parce qu'elles ne savaient pas comment obtenir des informations* ». Te Wei Lin remarque également que quelques hommes se sont rendus aux réunions, auxquelles n'assistaient jusqu'alors presque que des femmes, traditionnellement chargées des problèmes de santé dans les familles chinoises. Enfin, les demandes d'accompagnement en CDAG, à l'hôpital ou dans des centres de protection maternelle et infantile (PMI) du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris – assurées par Te Wei Lin, qui sert d'interprète – ont crû en 2002 et poursuivent leur augmentation (1).



© Gary Hampton

Un outil original d'Arcat : un message de prévention sur le sachet d'emballage des baguettes.

Christine Etchepare, médecin d'Arcat qui accompagne Te Wei Lin dans toutes ses démarches. Par la suite, c'est avec les leaders que l'on décidera du moment propice pour aborder avec les participants aux réunions le thème du sida. « *Nous ne commençons jamais par la prévention sida*, ajoute le docteur Etchepare. *Nous présentons d'abord les services d'Arcat de façon générale et abordons en premier lieu le thème des hépatites. Cela laisse aux personnes le temps de se familiariser avec nous*. » Pourtant, malgré ces précautions et la caution de leur supérieur hiérarchique, beaucoup ont du mal à franchir le seuil de la réunion. « *La plupart des personnes n'osent*

### Un bilan à nuancer

Associations plus nombreuses, familiarisation progressive avec les problématiques du sida et des maladies associées... Le bilan positif de l'action de prévention sida menée par Arcat et quelques autres structures ne permet pas de crier victoire. De très nombreuses associations doivent encore être contactées, avec le temps et les efforts que cela représente. D'autre part, les tabous et les préjugés n'ont pas disparu, même dans les associations qui reçoivent Te

Wei Lin et Christine Etchepare depuis longtemps. A La Pagode, il faut ainsi user de stratagèmes pour sensibiliser les Chinois au VIH/sida sans leur causer de gêne. Par exemple, l'association a organisé le 30 novembre 2003 un Forum du bien-être réunissant divers acteurs de la santé, parmi lesquels le Samu de Paris, un spécialiste de la chiropractie et... Arcat. « *Notre idée est de profiter de l'intérêt que les Chinois portent à tout ce qui concerne la santé pour les amener à s'approcher du stand Arcat, ou du moins à prendre connaissance de son existence* », explique Virginie Prinh.

Par ailleurs, beaucoup d'institutions susceptibles de venir en aide aux populations chinoises se sentent aujourd'hui démunies. Le nombre de personnes de nationalité chinoise suivies pour une infection à VIH dans les hôpitaux d'Ile-de-France était infime fin 2002. Diverses causes doivent être attribuées à cette désertion des hôpitaux, qui ne signifie pas que les malades du sida sont moins nombreux parmi les Chinois, mais que ceux-ci restent cachés (2). Il en va de même en matière de dépistage. Le médecin chef du centre médico-social (CMS) de Belleville, Gérard Müller est préoccupé par l'absence des Chinois dans son établissement : nombreux dans le quartier, ils ne représentent pourtant que 4% des patients du CMS. S'ils répondent présent au suivi des traitements des tuberculoses, ils sont en revanche quasiment absents des programmes de dépistage du VIH. Et lorsqu'ils se présentent, le problème linguistique se pose très fréquemment. « *Il nous arrive de faire appel aux services de traduction d'Interservice Migrants, lorsqu'un minimum de communication avec le patient n'est pas possible. Cette solution est utile, mais elle n'est pas idéale parce qu'il n'est pas facile, sur des sujets aussi sensibles, d'imposer une tierce personne.* » Ce constat de la faible demande de dépistage semble devoir être généralisé à l'ensemble des centres d'Ile-de-France. Au centre de la Croix Rouge du Moulin Joly, seule une minorité de Chinois est demandeuse de dépistage. Les quelque 80 prostituées qui passent quotidiennement au centre se contentent de prendre des préservatifs et du gel. « *Le message de prévention ne passe pas vraiment* », déplore un responsable de l'association. Même constat au Bus des Femmes qui circule dans Paris pour apporter du réconfort, des informations et des moyens de prévention. Depuis l'apparition massive des prostituées chinoises sur les boulevards parisiens, France Arnould a croisé ces femmes, qui sont en demande de préservatifs et de gel. Impossible, en revanche, de les faire monter

© Olivier Charlot



L'enjeu est de réussir à sensibiliser les Chinois au VIH/sida sans leur causer de gêne.

© Cary Hampton



La Pagode, une association taïwanaise active en matière de prévention contre le VIH/sida.

dans le bus. « *Elles ont l'air méfiantes et peureuses, même si elles nous envoient des sourires, en signe de reconnaissance. Et puis, il y a l'obstacle de la langue. Même si elles venaient nous rencontrer, nous ne pourrions rien leur offrir, puisque la communication est impossible.* » Pour France Arnould, cette situation ne se résoudra qu'avec des financements, car c'est une véritable permanence, avec un traducteur, qui doit être instaurée.

Malgré ces progrès, la prévention auprès des Chinois d'Ile-de-France a besoin de davantage de moyens humains et financiers. Plus d'interprètes, plus de bras et d'oreilles pour aller à la rencontre des populations chinoises. Aller trop vite ne sert à rien : la démarche initiée par Arcat, qui porte ses fruits, invite au respect de la culture, des attentes et des craintes spécifiques des personnes auxquelles la prévention s'adresse. Il est ici question de confiance, et la confiance se gagne pas à pas. ■

(1) Le rapport d'activité d'Arcat en 2002 signalait une hausse de 19 %, portant le nombre de ces accompagnements à 47.

(2) « Les Chinois d'Ile-de-France et l'infection à VIH », étude réalisée par Arcat avec Chloé Cattelain et Sébastien Ngugen, cf. article précédent.